



HAL
open science

Organiser le soutien aux mobilisations de 2022-2023 en Iran. Lectures intersectionnelles et internationales

Lucia Direnberger, Sahar Aurore Saeidnia

► To cite this version:

Lucia Direnberger, Sahar Aurore Saeidnia. Organiser le soutien aux mobilisations de 2022-2023 en Iran. Lectures intersectionnelles et internationales. Genre, sexualité & société, 2023, Hors-série n° 4, 10.4000/gss.7896 . halshs-04504893

HAL Id: halshs-04504893

<https://shs.hal.science/halshs-04504893>

Submitted on 14 Mar 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Genre, sexualité & société

Hors-série n° 4 | 2023

Minoritaires en Iran

Entretiens

Organiser le soutien aux mobilisations de 2022-2023 en Iran. Lectures intersectionnelles et internationales

Organising support for the 2022-2023 mobilisations in Iran – intersectional and international readings

LUCIA DIRENBERGER ET SAHAR AURORE SAEIDNIA

<https://doi.org/10.4000/gss.7896>

Résumés

Français English

Cet entretien croise les regards et les expériences de quatre chercheuses et militantes féministes sur les mobilisations révolutionnaires en cours. Shirin et Gashin (pseudonymes) sont chercheuses et militantes féministes kurdes à Paris. Nasrin Fathi (pseudonyme) et Fatemeh Masjedi sont chercheuses et militantes féministes à Berlin.

This interview brings together the views and experiences of four feminist researchers and activists on the ongoing revolutionary mobilisations. Shirin and Gashin (pseudonyms) are Kurdish feminist researchers and activists in Paris. Nasrin Fathi (pseudonyms) and Fatemeh Masjedi are feminist researchers and activists in Berlin.

Entrées d'index

Mots-clés : mobilisations, Iran, révolution, intersectionnalité, militantisme

Keywords: mobilizations, Iran, revolution, intersectionality, militantism

Texte intégral

Pouvez-vous décrire les mouvements sociaux en Iran depuis septembre 2022 ?



Shirin et Gashin : Il est difficile de décrire ce qui se passe actuellement en Iran. Il s'agit d'une situation inédite depuis l'instauration de la République islamique d'Iran en

1979. Les termes employés en farsi, en kurde ou dans d'autres langues pour décrire cette situation sont variés : une révolution, un soulèvement, un soulèvement révolutionnaire ou encore une révolte. Pour nous, c'est un soulèvement révolutionnaire. Car, quelles que soient les conséquences – le renversement du régime ou pas –, tout a changé en Iran et il ne sera plus possible de revenir en arrière. Pour la première fois dans l'histoire de l'Iran, on observe un soulèvement dans l'ensemble du pays qui met au centre de la vie politique les revendications des femmes comme le montre le slogan « *jîn, jîyan, azadi* » (« femme, vie, liberté »). Les revendications des femmes ont toujours été marginalisées au sein des mouvements sociaux, au profit d'autres priorités comme les inégalités de classe, l'unité du pays pendant la guerre ou les élections. Cette fois, ce n'est pas le cas. Chaque organisation ou groupe a mis les revendications féministes au centre de ses revendications.

Un autre point important de ce soulèvement est qu'il dénonce l'idéologie de la République islamique d'Iran comme un outil d'oppression des femmes, notamment à travers l'imposition du hijab et le contrôle de leurs corps. Ces derniers jours, on pouvait lire dans les médias non censurés en Iran qu'à la suite des récentes manifestations, le régime avait l'intention de réduire les violences contre les femmes qui ne portent pas le hijab. Cependant, il n'en est rien. Par exemple, Mohammad Jafar Montazeri, occupant le poste de procureur général de l'Iran, a annoncé au monde entier le démantèlement de la brigade des mœurs. Mais quelque temps après, cette même personne a légitimé la sanction du refus du port du voile dans une circulaire publiée par l'agence de presse des étudiants iraniens (ISNA) le 10 janvier 2023. Il a ordonné aux forces de l'ordre d'« arrêter » les femmes qui ne portent pas le foulard et a demandé d'accélérer le traitement judiciaire des procédures visant ces femmes. Une personne qui enlève son voile peut désormais être condamnée à l'exil, à l'interdiction d'exercer un emploi, à la révocation du gouvernement et des services publics, à l'interdiction de quitter le pays, à l'obligation d'effectuer des services publics gratuits, à l'interdiction d'appartenir à des partis et des groupes politiques et sociaux, à la confiscation des effets personnels et à l'obligation d'apprendre un métier ou certains travaux¹. Non seulement l'obligation du port du voile n'a pas été supprimée ou « assouplie », mais les mesures pour lutter contre le non-respect du port du voile se sont durcies. Le hijab féminin fait partie de l'identité même de la République islamique.

Mais la lutte contre le hijab n'a été qu'un point de départ pour ce soulèvement révolutionnaire. Comme le dit bien l'un des slogans : « L'ensemble du régime est ciblé » (« *Aslé-nezam-Neshanast* »). Il s'agit de revendiquer la liberté des femmes, ce qui remet en cause les fondements mêmes du régime. Si, dans les soulèvements précédents, les manifestant.es dénonçaient les gouvernements et les présidents, cette fois-ci le guide suprême, Ali Khamenei, est visé. Les opposant.es ont soutenu jusqu'au bout le courant réformiste qui cherchait à transformer la République islamique et à améliorer la situation des femmes en apportant des changements législatifs, et ont également constaté son échec. Leur conclusion principale est que le régime ne peut pas être réformé. Le mouvement des femmes a adopté la même approche. Des décennies de lutte constante les ont convaincues que la condition des femmes ne s'améliorera qu'avec la chute du régime. C'est pourquoi on observe une radicalisation, qui se traduit dans le mouvement des femmes et dans la société plus généralement par un projet de révolution de genre en même temps que de révolution politique.

Ce soulèvement n'est pas concentré dans les régions centrales du pays. Les régions périphériques comme le Kurdistan et le Baloutchistan jouent un rôle très important. Le Kurdistan est une force motrice dans les revendications et les stratégies de lutte, mais il est aussi en première ligne de la répression étatique. Selon les informations confirmées par Kurdistan Human Rights Network, au moins 121 Kurdes ont été tué.es par les forces de répression depuis le début du mouvement. Des centaines d'entre eux.elles ont été blessé.es et des milliers ont été arrêté.es. Au moins 130 Baloutches ont été tué.es. Les funérailles des victimes du soulèvement au Kurdistan se sont souvent transformées en manifestations. Les paroles politisées, puissantes et très courageuses des parent.es et de leurs proches ont attiré l'attention du monde entier. Souvent les parent.es, dans les

villages kurdes, parlent de leurs enfants assassinés par le régime comme des martyrs de la révolution dont le chemin doit être suivi par d'autres jusqu'à ce qu'ils atteignent leur but : iels ne pleurent pas, iels annoncent la chute du régime et la nécessité de se battre. On entend les chants révolutionnaires kurdes partout dans les rues, et jusque dans le minaret des mosquées. Les danses collectives kurdes autour du feu, auxquelles les femmes participent massivement, souvent sans hijab, sont une autre forme de résistance. Les écrits sur les murs portent leurs revendications : « Le chemin de la libération du pays passe par le Kurdistan », ou bien « Le régime des mollahs n'a pas été fondé au Kurdistan mais il sera détruit ici ». Les protestant.es crient chaque jour : « Le Kurdistan, le cimetière des fascistes », qui est un des slogans des groupes politiques socialistes kurdes actifs lors du soulèvement de 1979, fortement réprimés par le régime de l'époque. Dans les mobilisations au Kurdistan et au Baloutchistan, on peut aussi entendre « Vive le socialisme », « À bas le shah, à bas le chef » pour se positionner en même temps contre le régime actuel et les royalistes iraniens qui appartiennent souvent à des élites bourgeoises et nationalistes, qui peuvent partager des idées de l'extrême droite européenne. La violence brutale contre les groupes ethniques en Iran a amené une partie des Kurdes et des Baloutches à considérer le régime iranien comme un envahisseur. Par exemple, le fils d'un martyr, Ghafur Mauludi, tué le 17 novembre 2022, disait lors des funérailles de son père : « Le régime de Téhéran punit les manifestants avec une matraque, mais au Kurdistan avec des balles. Vous savez pourquoi ? Parce que si le régime est fasciste à Téhéran, il est occupant au Kurdistan. » Les violences des États iraniens et turcs envers les Kurdes se traduisent également par des féminicides, comme le montre celui de Jina, 22 ans, en Iran, déclencheur de l'actuel soulèvement, celui de Nagihan, assassinée par l'État turc de 11 balles dans la tête au Kurdistan irakien, et celui de Hevrin Khalaf au Rojava par les forces islamistes soutenues par la Turquie. À cela s'ajoute le meurtre de la militante féministe Emine Kara lors de l'attentat du 22 décembre 2022 contre le centre culturel Ahmet-Kaya à Paris, dans lequel beaucoup soupçonnent une implication de l'État turc.

Dès le début du soulèvement en Iran, les femmes kurdes jouent un rôle très important. Elles en paient le prix : au moins cinq femmes kurdes ont été tuées par les forces de répression du régime, des centaines blessées et arrêtées. Ce soulèvement, en plus d'attaquer le fondement du régime, brise le cliché sur les femmes kurdes et iraniennes, les considérant comme les victimes passives du système politique iranien. Sur le plan international, les femmes kurdes multiplient les initiatives pour rendre visible leur lutte et remettent en question les images orientalistes et coloniales des femmes vivant dans les pays islamiques. Sur le plan national, les femmes appartenant à des groupes ethniques minoritaires, surtout kurdes et baloutches, déconstruisent les hiérarchies ethniques qui assignent à des peuples une image de population non civilisée, arriérée et incapable de proposer une politique émancipatrice de manière autonome.

Jusqu'à maintenant, les revendications des minorités ethniques n'étaient pas prises au sérieux par les mouvements sociaux majoritairement perses en Iran. La propagande du régime, qui accusait les minorités ethniques de « séparatisme », fonctionnait très bien. Mais pour la première fois, avec ce soulèvement, on observe une solidarité entre minorités et majorité ethniques dans la lutte.

À la différence des soulèvements de 2017 et 2019, connus sous le nom de « révoltes des pauvres », le récent soulèvement a pu amener avec lui une partie de la classe moyenne et une partie de la classe supérieure. Cependant, la classe populaire reste la principale victime de la répression. Mohsen Shekari, Madjidreza Rahnavard, Mohammad Mehdi Karmi et Mohammad Hosseini, exécutés récemment par pendaison pour avoir participé aux manifestations, appartenaient aux classes populaires et, sur les quatre, trois étaient issus de groupes ethniques non perses (du Kurdistan, du Lorestan et du Guilan) et travaillaient dans les banlieues de grandes villes comme Téhéran et Karaj. La République islamique condamne à mort des personnes qui ne sont pas des cadres politiques, mais qui appartiennent aux classes sociales les plus vulnérables, car ce sont justement les pauvres et les opprimés qui se sont soulevés contre elle depuis janvier 2016, et au cours des quatre derniers mois.

Fatemeh Masjedi : Cela fait plus de quatre mois que la révolution actuelle en Iran est menée par des femmes iraniennes. Elle s'inscrit dans la longue lutte du peuple iranien et son combat contre la tyrannie religieuse et le régime islamique depuis 1979. La lutte des femmes pour l'égalité des sexes peut sans aucun doute avoir un impact sur la chute du régime politique actuel.

Depuis plus de quatre décennies, le gouvernement iranien a mis en œuvre de nombreuses mesures dans les secteurs de la culture et du social pour supprimer les droits des femmes, mais les femmes résistent constamment. Le système judiciaire et de sécurité de la République islamique d'Iran a ciblé de nombreuses militantes des droits des femmes et a pris des mesures coercitives pour supprimer et contrôler leurs corps et leurs revendications. Malgré les mobilisations et les nombreuses campagnes féministes au cours de ces quarante dernières années, l'État a maintenu les lois discriminatoires à l'égard des femmes, telles que le mariage des enfants ou le mariage forcé. De plus, les violences contre les femmes au sein du couple et de la famille restent impunies alors même que les victimes se lancent dans des démarches juridiques. Enfin, il faut rappeler la persécution des activistes LGBTQ. Ce sont ces violences imposées par le gouvernement qui se sont finalement retournées contre le système politique actuel lui-même.

Le meurtre d'une jeune fille kurde, Mahsa Jina Amini, 22 ans, a marqué un tournant et le franchissement de la ligne rouge pour les femmes et les hommes de toute la nation. Les jeunes ont été le moteur de ce soulèvement et secouent un ordre global organisé autour des agendas politiques de pays occidentaux, de la Russie et de la Chine. Dans ce moment historique, la lutte des femmes s'est mêlée à la lutte kurde, à la lutte baloutche, à la lutte arabe ainsi qu'à d'autres mouvements civiques. Le slogan inspirant de la révolution du Rojava, « *jin, jyan, azadi* » (femme, vie, liberté), enraciné dans la révolution des femmes kurdes, a été mobilisé dans les principales villes du pays ainsi que dans le reste de la nation. La jeune génération de femmes et d'hommes est descendue dans la rue et a montré sa solidarité, a brûlé ses foulards et a chanté pour Jina. Ces derniers mois, des écolières ont retiré et détruit des photos de Khomeini et Khamenei.

Les revendications des femmes sont désormais au centre de toutes les revendications politiques. Toutes ont contribué à la politisation des droits des femmes indépendamment de leur sexe, profession, âge et ethnie. Les droits des femmes sont devenus une revendication à l'échelle nationale. La résistance des femmes, qui s'est construite au sein d'espaces politiques marginalisés, a pu finalement devenir un mouvement national. Et c'est ce processus qui accélère la chute du régime. Le sécularisme et la liberté sont deux autres caractéristiques majeures des revendications de cette révolution.

Ce qui est unique et inédit dans la révolution actuelle, c'est la structure politique de ces mouvements. Il n'y a pas une organisation centrale mais des structures collectives et plurielles qui se transforment. Les manifestations se déroulent dans toutes les villes iraniennes et dans tous les quartiers pauvres et riches. Elles s'étendent et prennent de l'ampleur chaque jour. Les étudiant.es ont franchi les barrières de la séparation des sexes dans les universités² et sont en grève tous les jours. Les travailleur.euses des secteurs du pétrole et du gaz sont en grève, ainsi que les artistes, les avocat.es et les écrivain.es qui ont rejoint également le mouvement.

La révolution actuelle a été violemment réprimée par l'appareil d'État. Le viol, la torture et l'exécution des jeunes ont été une réponse à ce soulèvement progressif.

Nasrin Fathi : Comme vous le savez, ces mouvements ont commencé avec l'assassinat de Mahsa Jina Amini, une femme kurde du Kurdistan à Téhéran, par la police des mœurs. Mais il existe bien sûr un contexte historique pour expliquer leur ampleur. Depuis 1979, différentes vagues de protestations ont eu lieu. Elles portaient des revendications différentes, comme le soulèvement des classes populaires et moyennes en novembre 2019, ou encore les luttes de libération kurde et d'autres mouvements nationaux ethniques qui ont commencé juste après la révolution. Il y a eu aussi le Mouvement vert de 2009 et les grèves des enseignant.es de la dernière décennie. Et

puis bien sûr, les mouvements pour les droits des femmes et les luttes des LGBTQI+ au cours des quarante dernières années. Ce qui se passe maintenant, c'est à la fois un renforcement de ces luttes et leur rencontre sous le slogan « *jin, jyan, azadi* » qui exige la justice pour Mahsa Jina Amini. Mais cela ne signifie pas que ces différentes luttes se dissolvent dans une demande unifiée ou qu'elles sont ancrées dans les mêmes imaginaires politiques. Chacun de ces mouvements et de ces luttes a sa propre histoire et ses propres revendications. Je dirais que ce sont les politiques de solidarité et de *care* qui relient et renforcent chacune de ces luttes. Par exemple, lorsque les Turcs d'Azerbaïdjan appellent à la solidarité avec les Kurdes et les Baloutches. Quand les hommes réclament la justice pour les corps des femmes. Lorsque des personnes chiites ou non croyantes soutiennent les droits des minorités religieuses. Lorsque des travailleurs du secteur du pétrole dans le sud du pays se mobilisent avec les mouvements kurdes. Ce sont tous des exemples d'expressions d'une politique de solidarité. C'est pourquoi j'appelle cette révolution, une révolution féministe. Ce n'est pas seulement parce que des corps féminisés sont au centre des revendications des mobilisations mais plutôt parce que ces politiques de *care* et de solidarité sont profondément ancrées dans la philosophie et les perspectives politiques du féminisme révolutionnaire. Ainsi, dans ce sens, imaginer et construire de nouvelles subjectivités est une révolution féministe.

Quels sont les acteurs et actrices qui ont organisé les mobilisations de soutien en France et en Allemagne ?

Shirin et Gashin : L'organisation politique de la diaspora de l'Iran en France n'est pas homogène. Il y a différents groupes dans plusieurs régions métropoles (principalement à Paris, Lyon et Toulouse) comme les nationalistes, les royalistes, les groupes d'extrême gauche, les féministes et les Kurdes. Dès le commencement du soulèvement actuel en Iran, des Iraniens et Iraniennes en France se sont mobilisé.es en soutien aux manifestations en Iran. Chaque groupe, en fonction de son idéologie et de ses analyses de la situation actuelle en Iran, a tenté de s'organiser. Des manifestations et rassemblements ont été organisés de manière distincte par les nationalistes, les royalistes, les groupes d'extrême gauche, les féministes, les Kurdes et les étudiants indépendants.

Ces différents groupes politiques ne reçoivent pas la même attention ni le même traitement par les médias et les institutions politiques françaises. Ceux qui sont invités à s'exprimer dans les grands médias en tant que militants et organisateurs des actions de soutien en France sont majoritairement des groupes qui ont des positions conservatrices, très nationalistes et souvent racistes. Leurs discours ne vont pas non plus sans sexisme. Les personnes récemment invitées à l'Élysée par Emmanuel Macron, en tant que représentantes du mouvement de contestation des femmes en Iran, sont des personnalités très connues qui défendent ouvertement les monarchistes d'extrême droite iranienne et qui sont proches de personnalités comme Donald Trump. Ni les médias, ni même le gouvernement français ne sont neutres dans le renforcement ou l'affaiblissement des forces actives en France pour soutenir la lutte des femmes et du peuple en Iran. Les forces conservatrices iraniennes trouvent un écho favorable chez les parlementaires socialistes et même plus à gauche pour participer à leurs manifestations. Dans quelques cas rares, cette union est un échec : lors d'une manifestation organisée par des royalistes (1er octobre 2022), des manifestants ont hué une députée écologiste de gauche, Sandrine Rousseau, lors de son discours et l'ont sortie de la manifestation en raison de ses prises de position contre l'islamophobie en France. Ainsi, d'une part, les mouvements de droite et d'extrême droite en France essaient de profiter de la montée révolutionnaire iranienne pour leurs propres intérêts nationalistes en France, parce qu'ils sont islamophobes et promoteurs d'un racisme contre les musulmans qui se manifeste beaucoup par la question des femmes voilées en France, d'ailleurs très discriminées. Par ailleurs, une grande partie de la gauche française est tout à fait satisfaite des positions conservatrices de la droite iranienne car elle n'est pas exempte de racisme lorsqu'il est question des femmes musulmanes. Une autre lecture

orientaliste de la gauche française s'exprime par la représentation homogène d'une opposition d'Iran nécessairement progressiste (puisque contre les mollahs) et donc par leur absence de prise en compte de la diversité des oppositions de la diaspora d'Iran. En ne prenant pas au sérieux les points de clivages entre les mouvements d'opposition, la gauche française renforce l'opposition de droite iranienne à l'étranger.

Nasrin Fathi : Je ne peux pas parler de toute l'Allemagne. Je vis à Berlin et mes expériences se situent principalement dans cette ville. Mais avant d'approfondir cette expérience locale, je voudrais parler de la politisation de la diaspora d'Iran dans un contexte plus général, en Allemagne mais aussi ailleurs. Comme vous le savez peut-être, il s'agit d'une diaspora nombreuse et dotée d'un capital social, économique et culturel important. Il y a eu plusieurs vagues massives de migrations, et qui sont principalement composées de la classe supérieure et moyenne, que ce soit sur le plan politique ou économique. Elle est donc influente et très politisée, mais en même temps, très diverse. Bien sûr, c'est la même chose en Iran où il y a des groupes politiques et des luttes très variés. Mais je dirais qu'en dehors du pays, cette diversité est plus polarisée que ce que nous connaissons en Iran. Il y a donc différents grands groupes d'opposition au régime de la République islamique : les monarchistes, les moudjahidines, des groupes liés aux minorités ethniques et nationales, et bien sûr, de nombreux groupes de gauche séculière. Et on retrouve cette diversité en Allemagne, notamment à Berlin. Mais contrairement à la population iranienne présente à Francfort et Hambourg qui a principalement migré pour des raisons économiques, à Berlin il s'agit surtout de réfugiés politiques et de leurs enfants. Berlin était une destination historique pour ces migrants déjà avant 1979. À Berlin, de nombreux étudiants se sont mobilisés mais je dirais que, plus largement, la moitié des groupes actifs sont dans des mouvements de gauche. Cette mobilisation des étudiants de gauche influence le positionnement de la diaspora d'Iran présente à Berlin, ce qui n'est pas le cas à Paris par exemple.

Quels sont les points de divergences entre ces différents groupes ?

Shirin et Gashin : Un seul point fait consensus parmi les différents groupes : la chute de la République islamique et l'instauration d'un régime séculier. Sur tous les autres, il y a des divergences... Comment faire dans cette situation ? C'est un contexte que l'on connaît déjà bien. Pendant la révolution de 1979, de nombreux groupes politiques, craignant l'échec de la révolution et le retour au pouvoir du régime Pahlavi, ont directement et indirectement accepté de se ranger derrière l'ayatollah Khomeini. De la même manière, plus de quarante ans après, beaucoup d'Iraniens de la diaspora, surtout en France, appellent à l'unité entre les différents groupes pour faire front contre le régime au pouvoir. Imposer l'unité au sein de l'opposition signifie exiger des personnes les plus opprimées par la monarchie, comme par la République islamique, en particulier les minorités ethniques, de mettre de côté leurs revendications. Cette unité repose sur des éléments nationalistes comme le drapeau, l'iranité et même parfois la masculinité. Ce sont ces personnes qui, au nom de l'unité, ont scandé le slogan en persan « homme, patriote, prospérité » (« *mard, mihan, abadi* ») à la place du slogan en kurde « *jin, jiyan, azadi* ». Reza Pahlavi, fils du dernier roi de l'Iran, est d'ailleurs présenté comme la meilleure solution pour l'Iran post-République islamique par les grands médias en farsi basés en Angleterre, financés par les pays impérialistes et par les gouvernements réactionnaires de la région, tels que l'Arabie saoudite et Israël. Au sein de la diaspora d'Iran, se joue donc une lutte pour que les groupes moins visibles fassent entendre des revendications qui prennent en compte les différentes inégalités de genre, d'ethnicité, de classe.

Fatemeh Masjedi : Il existe deux principaux mouvements organisés par les jeunes Iraniens résidant à Berlin. L'un est basé à Berlin et s'appelle Feminista Berlin. On peut suivre les activités de ce réseau très actif sur Instagram [[@feminista.berlin](https://www.instagram.com/feminista.berlin/)]. Ce réseau porte des revendications pour la liberté et la démocratie. Ces jeunes membres sont des militants iraniens qui ont continué à s'engager politiquement ici à Berlin, après leur arrivée en Allemagne pendant le Mouvement vert de 2009. Ce groupe a

installé des tentes devant le bâtiment du parti des Verts à Berlin pour communiquer leurs revendications politiques, exiger la cessation de toutes relations avec l'Iran, en particulier des nombreuses relations économiques du gouvernement allemand avec le Corps des gardiens de la révolution islamique et l'État iranien. Une dizaine de membres se sont même installés jour et nuit dans ces tentes et ont organisé des réunions, des débats et des activités de protestation. Ce groupe critique et remet en cause la collaboration entre les politicien.nes allemand.es et européen.nes et l'État iranien. Depuis qu'ils se sont installés devant le bâtiment du parti des Verts, ils ont été attaqués trois fois par des islamistes radicaux. Ces groupes, principalement composés de jeunes militantes, investissent l'espace public en réalisant des performances artistiques pour sensibiliser le public et faire entendre leurs revendications.

L'autre groupe à Berlin, intitulé Women, life, freedom Collective, est très actif également et a participé à l'organisation des manifestations d'octobre 2022. Ses militant.es sont des Iranien.nes né.es en Allemagne et portent la voix du soulèvement féministe en Iran depuis Berlin [[@womenlifefreedomcollective](#)].

Ces deux réseaux, dont la composition reflète la diversité ethnique et de genre, ont demandé la fermeture de l'ambassade et du consulat iraniens en Allemagne ainsi que l'inscription du Corps des gardiens de la révolution islamique sur la liste des organisations terroristes du Parlement européen.

Un groupe pro-monarchie organise également des manifestations à Berlin. Ils ont aussi installé une tente pour dormir et un stand d'information devant l'ambassade d'Iran à Berlin depuis le début de la révolution et revendiquent la fermeture de l'ambassade. Ils ont été attaqués par des membres de l'ambassade iranienne. Les moudjahidines, les forces kurdes, le groupe afghan (réunissant surtout des réfugiés.afghan.es qui sont passés par l'Iran ou ont fui l'Afghanistan après 2021) sont également actifs et mobilisent des gens pour des manifestations.

Pourquoi et comment avez-vous relayé le mouvement révolutionnaire depuis septembre 2022 ?

Shirin et Gashin : Tout d'abord, nous voulions montrer en France notre solidarité avec ce soulèvement révolutionnaire en Iran. Plus que jamais, les Iranien.nes avaient besoin d'être entendu.es sur le plan international. C'est pourquoi on voulait porter leur voix à l'extérieur du pays. Au nom du Collectif de Roja (collectif féministe queer anticapitaliste de la diaspora iranienne à Paris), on a organisé plusieurs manifestations, rassemblements et actions. On est également intervenues dans des médias internationaux. Notre objectif était de porter la voix des groupes les plus opprimés, celles et ceux qui n'étaient pas assez visibles, au sein même des mobilisations de soutien. On s'est organisées en tant que féministes révolutionnaires pour porter ces voix minorisées. Ces voix ne portent pas les mêmes revendications que le mouvement majoritaire. Par exemple, au sein de ce dernier, les revendications des femmes sont confinées à la question du voile ou de la liberté des femmes. Ces revendications sont importantes mais elles ne sont pas les seules. Les revendications des femmes kurdes portent sur une demande plus large de justice et d'égalité et contre tous types d'oppression. Ainsi les femmes kurdes demandent dans le même temps l'égalité entre hommes et femmes dans l'espace privé et public, la justice sociale entre minorités et majorité ethniques et la lutte contre les inégalités de classe.

Nous nous sommes mobilisées en soutien à des personnes qui prenaient des risques énormes à manifester en Iran. Notre silence ici, dans un contexte où la répression n'est pas la même, aurait été honteux : même de loin, nous devons faire quelque chose pour aider le mouvement. Mais on avait également d'autres objectifs. On voulait sensibiliser, et même mobiliser, la diaspora d'Iran et les Français.es pour la cause révolutionnaire en Iran. Il ne faut pas sous-estimer la propagande de la République islamique hors de ses frontières : celle-ci se présente comme une victime de l'impérialisme et comme une puissance anti-impérialiste. Au sein des forces de gauche françaises, il y a cette idée de soutenir l'Iran en tant que pays anti-impérialiste contre Israël et les États-Unis, mais cette position occulte les crimes du régime contre son propre peuple. Il nous fallait ouvrir une troisième voie : nous n'avons pas à soutenir un régime misogyne, dictatorial

et criminel pour affronter l'impérialisme, les deux doivent être condamnés en même temps.

Nous devons aussi proposer une autre voie en France sur la question de la liberté des femmes. Certaines féministes utilisent la question du hijab en Iran, où il est imposé par une loi dans un régime dictatorial, pour établir des parallèles avec le contexte social et politique de la France : soutenir les Iraniennes reviendrait à soutenir l'interdiction du port du voile en France. Pour nous, féministes contre l'islamophobie, il est clair que la liberté des femmes musulmanes en France de se couvrir ou non est un droit fondamental. Ce droit leur est souvent dénié sous prétexte de laïcité, mais il s'agit d'une politique raciste, entraînant une discrimination, une exploitation et une domination accrue de ces femmes. Que ce soit en Iran ou en France, nous portons le même combat : la liberté des femmes de choisir ce qu'elles veulent porter. Sur cette base, nous avons construit des alliances avec des personnes et collectifs féministes en France qui ont été à nos côtés dans toutes les actions des derniers mois.

Fatemeh Masjedi : Je suis militante depuis 2007 (la campagne Un million de signatures). J'ai dû quitter l'Iran en 2011. J'ai continué à militer en Allemagne dans différents groupes politiques mais aussi en tant qu'universitaire. Par exemple, je suis intervenue pour le réseau Alliance des socialistes du Moyen-Orient : j'ai collaboré au développement international de plusieurs débats organisés en ligne et réunissant des chercheurs et militants de la région. L'objectif était de communiquer au sujet d'événements en Iran dont les acteurs de gauche de la région ne se saisissaient pas. Les questions que l'on posait étaient par exemple : quelles solidarités possibles avec la révolution syrienne, et d'autres mobilisations sociales dans la région ?

Je travaille également actuellement avec d'autres réseaux politiques à Berlin. En tant qu'universitaire critique et activiste, je souhaite croiser mes expériences académiques et politiques pour soulever les questions des solidarités régionales et internationales, et interroger comment les politiques de la République islamique d'Iran influent sur les mobilisations dans la région. Je me suis aussi engagée sur les questions féministes dans les débats académiques et avec plusieurs ONG. Depuis septembre 2022, j'ai également produit des podcasts sur les mouvements révolutionnaires et organisé des ateliers en ligne. Je ne suis donc pas seule et, au cours de ce parcours, j'ai également trouvé de nouveaux réseaux, de nouvelles amitiés et de nouveaux partenariats.

Nasrin Fathi : Dans les mobilisations actuelles, il y a trois niveaux de mobilisations. Le niveau transnational réunit des militantes féministes dans le réseau Feminists for Jina [@feminists4jina sur Instagram]. À l'échelle européenne, cela s'incarne dans la coordination de plusieurs groupes actifs dans les mobilisations de différentes villes européennes (Paris, Berlin, Bruxelles, etc.). Et il y a la mobilisation locale qui est liée au groupe Bolandgoo avec lequel je travaille. Ce groupe a été créé un an avant le nouveau mouvement révolutionnaire. Pour nous, il était nécessaire de rompre le silence pesant sur les voix des minorités. Elles étaient passées sous silence alors même que ces deux dernières années les principales voix de la lutte contre la République islamique provenaient des zones marginalisées d'Iran. L'année dernière, après l'effondrement du bâtiment à Abadan, nous nous sommes réunies et nous avons organisé des actions de protestation ici, à Berlin. Nous avons réalisé que nous pouvions nous organiser en dehors des organisations et des partis de gauche historiques dominés par des cadres hommes cis hétérosexuels, et au fonctionnement hiérarchique et centralisé, comme le parti communiste d'Iran ou les Fedayin Khalgh. D'ailleurs, ils ont parfois des difficultés à travailler ensemble. Nous avons plutôt décidé de créer un nouveau groupe qui amplifie la voix des minorités et des groupes marginalisés en Iran, en pensant que d'autres pouvaient nous rejoindre autour de cette cause. Nous avons fait des performances urbaines et des interventions dans les villes pour faire écho aux voix des grèves des enseignant.es et des travailleur.ses, par exemple.

Nous nous sommes ensuite concentré.es sur les soulèvements qui ont lieu depuis septembre. D'autres groupes travaillaient également dans ce sens. Leurs slogans et leur façon d'aborder les problèmes sont très similaires aux nôtres et nous avons parfois collaboré avec eux. En même temps, nous pensons qu'il est nécessaire d'avoir notre

propre voix. Par exemple, nous n'adressons pas directement de revendications aux gouvernements et aux États, contrairement aux autres groupes. Nous nous concentrons sur les mouvements de base. Nous avons privilégié la construction d'un réseau avec les groupes militants transnationaux et locaux.

Nous avons également refusé que l'ensemble de notre groupe soit représenté par une ou deux personnes afin de mettre l'accent sur notre démarche collective. Cette stratégie a des bons et des mauvais côtés. On accorde plus facilement sa confiance à un mouvement qui est incarné par des visages connus. Mais pour nous, il s'agissait surtout de montrer un travail collectif qui ne peut se réduire à un ou deux noms.

Notre collectif est issu du féminisme, de l'antiracisme, de l'antinationalisme et de l'anticapitalisme, mais ce sont davantage des principes éthiques qui nous rassemblent qu'un programme politique. Parce que justement nous venons d'horizons politiques différents, nous appelons cela une plateforme. Et c'est dans ce sens que nous travaillons. Nous essayons de maintenir cette multiplicité de voix différentes au sein même du collectif, comme c'est le cas en Iran.

Nous avons donc également des liens avec d'autres groupes en Europe. Nous allons organiser par exemple le samedi 21 janvier 2023 une manifestation qui aura lieu dans douze villes pour dénoncer l'oppression et soutenir la résistance en Iran.

Nous sommes aussi en lien avec un réseau de militantes féministes qui ont des activités politiques en dehors d'Iran. Ce réseau en ligne s'appelle Feminists for Jina. Nous avons organisé deux manifestations à l'échelle mondiale dans le cadre de ce réseau. À Berlin, par exemple, Feminists for Jina a travaillé avec notre groupe pour organiser la manifestation locale. Mais les deux projets ne se superposent pas complètement. Feminists for Jina s'organise sur un principe de non-mixité choisie FLINTA*³. Malgré ces différences – notre groupe Bolandgoo comporte aussi des hommes cis –, nous avons tenu à créer cette connexion au sein de la diaspora à Berlin. Car ce qui est très important pour nous lors de ces différentes mobilisations, c'est de faire écho à la voix des groupes marginalisés et de mettre en avant leurs luttes. Nous nous mettons en lien et nous nous mobilisons à l'extérieur du pays afin de préparer la suite. Pour autant, nous ne pensons pas que nous pouvons faire la révolution ici. Contrairement à beaucoup de politiciens de la diaspora. Tout doit venir d'Iran et nous faisons simplement écho à leurs voix.

Quelles difficultés avez-vous rencontrées dans l'organisation de ces mobilisations en Europe ?

Shirin et Gashin : La diaspora d'Iran s'est davantage mobilisée en 2022 qu'en 2019. En 2019 en Iran, des révoltes ont éclaté dans plus de 120 villes. En une semaine, entre 1 300 et 1 500 personnes ont été tuées par le régime. Nous avons essayé de mobiliser la diaspora iranienne mais c'était très difficile. Les révoltes de 2019 ont été principalement portées par les classes populaires, des minorités ethniques, des régions marginalisées. La diaspora de France est souvent issue des classes moyennes et supérieures, leur mobilisation en faveur des classes populaires était limitée. De plus, dans les révoltes de 2019, les revendications liées aux femmes étaient absentes, elles ont moins attiré le soutien de la communauté internationale et de la diaspora. La place centrale des revendications féministes dans les mouvements de 2022-2023 a facilité le terrain pour la mobilisation en France. Enfin, un autre élément peut expliquer les mobilisations importantes de la diaspora d'Iran. Pendant des années, les étudiant.es et les jeunes Iranien.nes vivant à l'étranger ont été des otages entre les mains du régime. Pour se rendre en Iran et voir leur famille, iels devaient éviter toute pratique militante. En raison du contrôle très strict et de la répression exercés par le régime iranien sur la diaspora, beaucoup d'entre nous n'ont pas pu retourner au pays depuis des années. Et nous ne le pourrons pas jusqu'à la chute du régime. Mais cette fois, beaucoup se sont organisé.es et ont participé aux manifestations sans couvrir leur visage, même s'iels savaient que cela représentait un risque énorme, qu'iels pouvaient être arrêté.es et interrogé.es s'iels retournaient en Iran.

Pour organiser le mouvement, nous avons essayé de former une coalition et d'effectuer un travail commun avec les autres forces à Paris qui sont actives depuis de nombreuses

années : une expérience qui a abouti à des résultats, mais qui a aussi des limites en raison de divergences politiques. Les points de divergence sont nombreux : rallier ou ne pas rallier les monarchistes, autoriser ou non la présence du drapeau royaliste dans les manifestations, visibiliser ou non les appartenances politiques ancrées à gauche, scander ou non des slogans contre le régime ou contre le shah, afficher ou non les revendications du Kurdistan ou d'autres minorités ethniques nationales, soutenir ou non leur droit à l'autodétermination... La liste est longue.

Fatemeh Masjedi : J'ai été harcelée et j'ai reçu dès le début des menaces anonymes sur les réseaux sociaux où je suis active, et même dans des cafés où j'étais en train d'écrire par des hommes qui m'ont demandé d'arrêter de publier sur l'islam politique. L'ambassade d'Iran est également très influente à Berlin et il n'y a eu aucun panel organisé par des institutions académiques travaillant sur la région ! Plusieurs collègues m'ont également dit « oublie la révolution féministe », que ce que j'appelais une révolution ne l'était pas ou que je ne pouvais pas changer la géopolitique de la région. Ceux qui ont la parole sont des personnes associées à la faction dite réformiste du régime, elles sont invitées par l'État allemand et même par des universités.

Nasrin Fathi : À Berlin, comme partout, il y a une diversité d'oppositions politiques. À Berlin, la voix dominante n'est pas celle des monarchistes. Par conséquent, les tensions sont moins violentes. Pour autant que je sache, nous ne connaissons pas d'affrontements directs, contrairement à Paris ou dans d'autres villes. Mais il y a d'autres enjeux. D'abord, nous voulons être indépendants et cette indépendance ne concerne pas seulement l'organisation politique mais aussi les questions financières. Il est très difficile de conserver cette indépendance. Les dons du mouvement viennent des militant.es iels-mêmes et des individus. Nous ne sommes pas financé.es par les institutions de l'État. La question de la disponibilité est un autre défi. Nous avons tous une activité professionnelle. L'équilibre entre le temps au travail et celui que nous consacrons à nos activités est très difficile à maintenir. D'un côté, nous voulons être des militant.es à part entière. De l'autre, nous ne voulons pas dépendre des aides du gouvernement et nous voulons financer notre mouvement. C'est difficile à gérer. De plus, le calendrier de nos activités dépend de ce qui se passe en Iran. Et parfois, c'est très difficile.

Aussi, nous devons surmonter les dépressions et le sentiment d'impuissance. Nous ne sommes pas en Iran. Parfois nous ne savons pas comment soutenir d'ici. Heureusement, nous prenons soin les un.es des autres dans notre groupe. Nous construisons une nouvelle façon de nous lier avec des personnes que nous connaissons grâce à ces activités militantes.

Une autre difficulté est liée au fait que la répression de la République islamique ne se limite pas au territoire de l'Iran. Il y a bien sûr des agents et des espions ici qui veulent contrôler nos activités. Nous devons être très prudent.es pour les personnes en Iran et pour nous. Le gouvernement allemand essaie également de nous surveiller, de connaître les activités politiques que nous menons. Nous avons vécu des expériences terribles d'assassinats d'opposant.es en Europe, et particulièrement à Berlin. Ce traumatisme nous accompagne en permanence. Des gens, qui vivent et militent dans cette ville, ont perdu un membre de leur famille dans cette même ville.

Pour conclure, je voudrais dire que ces mobilisations sont un moment clé pour construire une autre voie que celles qui dominaient le débat jusqu'à maintenant : soit on soutient les luttes en Iran et ce soutien nourrit les politiques islamophobes, soit on lutte contre les politiques islamophobes et on n'est pas solidaire des luttes en Iran. Il faut lutter contre cette vision dichotomique culturaliste et islamophobe de l'islam et de la question du hijab au Moyen-Orient, tout en se positionnant contre toute forme d'imposition du hijab ou de dévoilement dans le contexte européen. Il n'y a pas de hiérarchie entre lutter contre l'obligation du port du voile en Iran et lutter contre l'islamophobie en Europe. Pour sortir de cette représentation, il faut faire confiance à l'*agency* des femmes et des minorités, en Iran et ici.

Notes

1 https://www.radiozamaneh.com/749007/?tg_rhash=oceb6994783a68.

2 Note des interviewers : l'université n'est pas organisée autour des mêmes logiques de ségrégation de genre que les autres institutions éducatives (notamment les écoles, collèges et lycées) ; dans certains espaces – comme les cantines –, les hommes et les femmes sont séparés dans certains établissements universitaires.

3 FLINTA* est une abréviation en allemand pour femmes, lesbiennes, personnes intersexes, non binaires, trans et agenres.

Pour citer cet article

Référence électronique

Lucia Direnberger et Sahar Aurore Saeidnia, « Organiser le soutien aux mobilisations de 2022-2023 en Iran. Lectures intersectionnelles et internationales », *Genre, sexualité & société* [En ligne], Hors-série n° 4 | 2023, mis en ligne le 02 mai 2023, consulté le 14 mars 2024. URL : <http://journals.openedition.org/gss/7896> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/gss.7896>

Auteurs

Lucia Direnberger

LEGS, CNRS / université Paris 8
lucia.direnberger@cnrs.fr

Articles du même auteur

Minoritaires en Iran. Décentrer l'analyse des rapports sociaux [Texte intégral]

Minoritizations in Iran. Decentering the analysis of power relations

Paru dans *Genre, sexualité & société*, Hors-série n° 4 | 2023

Les subalternes iraniennes ont-elles besoin d'être sauvées ? Entretien avec Azadeh Kian [Texte intégral]

Do Iranian subalterns need saving? Interview with Azadeh Kian

Paru dans *Genre, sexualité & société*, Hors-série n° 4 | 2023

Les universitaires béninoises face aux hiérarchies dans la production des savoirs francophones sur le genre [Texte intégral]

Beninese academics and the hierarchies in the production of francophone gender knowledge

Paru dans *Genre, sexualité & société*, 27 | Printemps 2022

Sahar Aurore Saeidnia

Collaboratrice scientifique ULB/REPI-OMAM – chercheuse associée IREMAM
s.saeidnia@gmail.com

Articles du même auteur

Minoritaires en Iran. Décentrer l'analyse des rapports sociaux [Texte intégral]

Minoritizations in Iran. Decentering the analysis of power relations

Paru dans *Genre, sexualité & société*, Hors-série n° 4 | 2023

Les subalternes iraniennes ont-elles besoin d'être sauvées ? Entretien avec Azadeh Kian [Texte intégral]

Do Iranian subalterns need saving? Interview with Azadeh Kian

Paru dans *Genre, sexualité & société*, Hors-série n° 4 | 2023

Construire la lutte queer en Iran et dans la diaspora d'Iran. Entretien avec Saghi Ghahraman [Texte intégral]

Queer activism in Iran and in the Iranian diaspora. Interview with Saghi Ghahraman

Paru dans *Genre, sexualité & société*, Hors-série n° 4 | 2023

Droits d'auteur



Le texte seul est utilisable sous licence CC BY-NC-ND 4.0. Les autres éléments (illustrations, fichiers annexes importés) sont « Tous droits réservés », sauf mention contraire.